

Des migrants forcés dans le cadre de la Transmigration en Indonésie

Patrice Levang
Agronome

Un exposé sur la Transmigration en Indonésie a-t-il sa place dans un séminaire consacré aux migrations forcées de population ? Avec plus de six millions de personnes déplacées depuis 1905, la Transmigration est sans conteste le plus grand programme de migration organisée de population jamais entrepris par un État. De nombreux mouvements spontanés¹ de population ont atteint des chiffres plus importants et ont duré bien plus longtemps. Toutefois, l'Histoire ne signale aucun mouvement organisé de population qui ait connu une telle ampleur. La Transmigration a donc largement sa place dans un séminaire consacré aux migrations de population. Doit-elle pour autant être associée à des migrations forcées ? Pour qui ne connaît pas la Transmigration, la forte implication de l'État ne peut qu'aller de pair avec la coercition. Il est implicitement admis que l'intervention publique vise soit à contraindre à la migration des populations qui ne le souhaitent pas, soit à canaliser des mouvements spontanés pour les orienter dans un sens favorable à l'État. Ainsi, la Transmigration a toujours souffert d'une perception négative, certains allant jusqu'à l'assimiler à une déportation. Si l'on peut émettre beaucoup de critiques à son égard, celle-ci est injustifiée.

¹ Par « spontané », nous entendons « non organisé » de bout en bout par les pouvoirs publics. Il est bien entendu qu'aucun mouvement de population n'est spontané de nature, les incitations à la migration pouvant être plus ou moins fortes suivant le cas.

La Transmigration : une colonisation agricole

Une dette d'honneur

En 1860, Eduard Douwes Dekker, sous le pseudonyme de Multatuli publie « Max Havelaar ou les ventes de café de la Compagnie des Pays-Bas ». Œuvre maîtresse de la littérature néerlandaise, le livre va faire prendre conscience à la métropole de la grande misère des autochtones des Indes orientales. Relayée au Parlement par le groupe de pression *Ethici*, cette prise de conscience va être à l'origine d'une nouvelle politique coloniale qualifiée de « voie morale » ou de « politique éthique ». Pour les tenants de la nouvelle politique, la métropole a une dette d'honneur (*een ehrenschuld*)² envers sa colonie (Levang et Sevin, 1989).

Soucieux de déterminer les causes et les moyens de remédier à la « réduction du bien-être des indigènes », le Parlement crée la *Mindere Welvaarts Commissie*. Il n'attend cependant pas les résultats des travaux de la Commission³, tant le responsable de cette misère est clairement désigné : la surpopulation. En effet, avant même la fin du XIX^e siècle, la densité démographique de Java atteint la valeur record de 200 habitants au kilomètre carré⁴. Une perception typiquement malthusienne des effets de la croissance démographique pousse le colonisateur à privilégier trois domaines d'action : l'éducation, l'irrigation et la migration.

² L'honneur n'est pas seul en cause. Entre 1851 et 1870, la contribution de la colonie au trésor néerlandais (*batig slot*) s'était élevée à 31,5 % du revenu total.

³ La Commission, qui travailla de 1904 à 1914, arriva à la conclusion qu'il n'y eut aucune aggravation de la misère des indigènes pendant la période coloniale (mais un fort enrichissement de la population non indigène : Néerlandais, Chinois...).

⁴ En 1940, au sujet de la Cochinchine, Gourou écrivait : « Une telle densité rurale (160 hab./km²) est déjà le résultat d'une adaptation perfectionnée de l'homme au milieu, d'une utilisation habile de toutes les ressources ». À la même date, la densité moyenne de Java était de 358 hab./km².

La migration s'impose au colonisateur comme l'une des solutions car, dans les Indes néerlandaises, le sous-peuplement des îles périphériques (Sumatra, Bornéo, Célèbes, Nouvelle-Guinée) fait pendant au surpeuplement des îles « intérieures » (Java, Madura, Bali). La Transmigration va naître de ce souci de corriger un important déséquilibre démographique au sein de l'archipel. Dès 1905, les Néerlandais vont organiser la colonisation agricole des îles périphériques par des migrants javanais.

De la Kolonisatie à la Transmigrasi

En 1905, la *Kolonisatie* installe 150 familles de migrants javanais dans le village de Bagelen dans la province de Lampung (Sumatra). Chaque famille reçoit 70 ares de rizière et 30 ares de jardin. D'autres villages suivent rapidement. La phase expérimentale va durer jusqu'en 1931. Malheureusement, le programme s'avère beaucoup plus coûteux que prévu et les autorités envisagent de l'abandonner (Heijting, 1938).

La grande crise de 1930, qui va mettre au chômage des milliers d'ouvriers des plantations coloniales, va donner un second souffle au programme. Pour assurer la paix sociale dans les campagnes, les autorités vont relancer la colonisation agricole en créant de toutes pièces d'immenses périmètres irrigués dans le sud de Sumatra (Metro et Belitung). Entre 1905 et 1941, la *Kolonisatie* a déplacé 200 000 personnes (figure 1). Pendant la même période, la population de Java est passée de 30 à 49 millions d'habitants (Pelzer, 1945).

Le programme est relancé en 1950 par la jeune république indépendante. À l'issue des luttes pour l'Indépendance, des solutions d'urgence s'imposent. La démobilisation des troupes supplétives (CTN et BRN) est organisée dans le cadre de la *Transmigrasi*, nouveau nom du programme⁵. Pendant toute l'ère sukarnienne (1950-1967), des réalisations modestes font suite à des plans délirants (Hardjono, 1977).

La Transmigration connaît un renouveau important avec l'arrivée au pouvoir du général Suharto et le démarrage des plans quinquennaux de développement. Pour rétablir une économie au bord du gouffre, les divers gouvernements d'Ordre nouveau font porter l'essentiel de

⁵ *Kolonisatie* ayant une connotation trop péjorative.

Figure 1
*Allez, rejoignons
 la « Kolonisatie » !*
 Affiche de propagande,
 Commission centrale
 pour la migration et la
 colonisation indigènes,
 fin des années 1930.



l'effort sur le développement de l'agriculture. L'autosuffisance en riz devient un objectif prioritaire. Pour l'atteindre, les pouvoirs publics mènent une double politique d'intensification à Java (Révolution verte) et d'extension du domaine cultivé dans les îles périphériques (Transmigration).

Soutenu par des ressources pétrolières en forte hausse, le programme s'emballa pendant les deuxième et troisième plans quinquennaux (1974-1984). Pendant le troisième plan, environ 100 000 familles sont déplacées annuellement. Malheureusement, la quantité prime souvent sur la qualité des réalisations et la Transmigration fait l'objet de critiques de plus en plus insistantes.

La chute du cours du pétrole, à partir de 1983, ramène le programme à des proportions plus réalistes. Bon an mal an, la Transmigration se maintient. Le fort développement industriel indonésien depuis 1987 fait passer le secteur agricole au second rang des préoccupations nationales. Mais en 1994, suite à de mauvaises récoltes, le pays se retrouve dans l'obligation d'importer du riz. Il n'en faut pas plus pour rallu-

mer les vieux réflexes agraires et pour relancer la colonisation agricole des îles extérieures. Et, après les événements de 1998 ?...

Des objectifs complexes et des motivations fluctuantes...

La Transmigration est tout d'abord **une politique sociale**. Le premier objectif du programme n'était-il pas de contrer « la réduction du bien-être des indigènes » ? Aujourd'hui encore, le premier objectif assigné au ministère consiste à améliorer le niveau de vie des migrants. La même motivation sociale se retrouve dans les objectifs : de soulagement de la pression démographique à Java, d'accueil des ouvriers licenciés par les grandes plantations coloniales, d'accueil des soldats démobilisés, des victimes de catastrophes naturelles, des expropriés pour projets d'intérêt général, des vagabonds et prostituées raflés dans les centres des grandes villes.

La Transmigration est également **une politique de développement**. La colonisation agricole des îles périphériques vise à étendre les surfaces cultivées, contribuant ainsi à l'effort national pour parvenir à l'autosuffisance alimentaire et s'assurer des rentrées de devises. Les projets essentiellement vivriers des débuts de la Transmigration cèdent aujourd'hui la place aux projets de plantations industrielles (hévée, palmier à huile, eucalyptus, acacia). La colonisation agricole d'espaces jugés insuffisamment mis en valeur par les autochtones va de pair avec un souci de modernisation de l'agriculture. La Transmigration est ainsi investie d'une mission civilisatrice : remplacer les pratiques jugées archaïques et rétrogrades des cultivateurs sur brûlis par des techniques modernes, c'est-à-dire intensives.

Enfin, la Transmigration est **une géopolitique**. En brassant les populations d'un archipel comptant plus de 300 groupes ethnolinguistiques, les autorités cherchent à contrer les velléités sécessionnistes⁶ des îles périphériques et, par là, à renforcer l'unité nationale. En colonisant en priorité les zones frontières disputées⁷, les militaires au

⁶ Dès les premières années de l'Indépendance, le pouvoir central a dû faire face à de nombreuses tentatives de sécession aux Moluques, à Sulawesi-Centre, à Sumatra-Ouest et à Banda Aceh.

⁷ Îles Natuna en mer de Chine du Sud, Irian Jaya et Timor Timur.

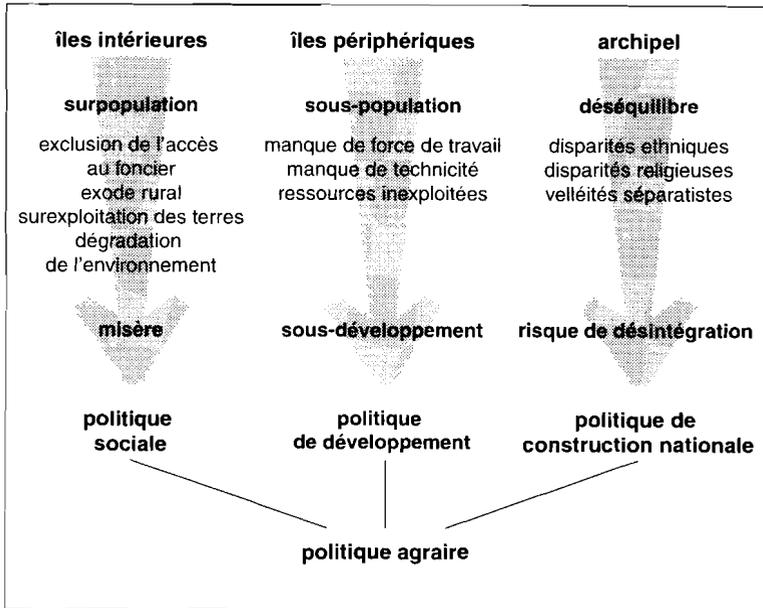


Figure 2

La Transmigration conçue comme une solution unique à trois problèmes distincts.

pouvoir poursuivent une politique d'occupation de l'espace et de peuplement du vide en accord avec leur théorie du « cordon sanitaire ». La Transmigration joue ainsi un rôle déterminant dans la construction de la Nation indonésienne (L'Hermitte, 1992 et figure 2).

Un bilan mitigé

Dresser le bilan d'un programme aussi divers dans ses objectifs et se poursuivant depuis 1905 jusqu'à nos jours pratiquement sans interruption, n'est pas chose facile. Les échecs retentissants (abandon total de centres après quelques années) équivalent en nombre les réussites hors pair (périmètres irrigués du Lampung et de Sulawesi-Centre). Mais la grande majorité des centres de Transmigration se situe entre ces deux extrêmes. Dès ses débuts, le programme s'est retrouvé confronté à un dilemme permanent : quantité ou qualité. La réussite

d'une colonie dépend de la mise à disposition d'infrastructures de qualité. Malheureusement, le coût élevé des infrastructures oblige à réduire ses ambitions et ne permet plus que de toucher un nombre réduit de migrants. Dès lors, le programme perd de son intérêt. Pour toucher un plus grand nombre de migrants, la tentation est forte de faire l'économie des infrastructures indispensables. Malheureusement, toutes les tentatives allant dans ce sens se sont soldées par de graves échecs... à l'issue desquels la nécessité de disposer d'infrastructures de qualité est remise à l'ordre du jour. L'histoire de la Transmigration pourrait se résumer à ce mouvement pendulaire entre Charybde (ça ne sert à rien) et Sylla (c'est une catastrophe).

Les chiffres sont imposants (figure 3), mais les réalisations restent insuffisantes. Entre 1905 et 1994, *Kolonisasi* et *Transmigrasi* ont créé plus de 2 000 villages de colonisation et déplacé plus de 6,4 millions de transmigrants. Pendant le même laps de temps, la population de Java est passée de 30 à 108 millions d'habitants. Au mieux⁸, la Transmigration ne parvient à déplacer que le cinquième du croît naturel javanais. Insignifiant sur Java, l'effet démographique de la Transmigration est cependant déterminant dans les îles périphériques. La province du Lampung, par exemple, passe de 150 000 habitants en 1905 à 6 millions en 1990. Sur ce total, 78 % sont des migrants ou des descendants de migrants originaires des îles intérieures⁹. Depuis le début des années 1980, le Lampung n'est plus une zone d'accueil mais une zone de départ de transmigrants.

L'impact du programme sur le développement régional est un sujet toujours débattu. Pour le gouvernement central, le rôle déterminant de la Transmigration ne fait aucun doute car, pour lui, développement signifie : peuplement, défrichage et infrastructures (irrigation, routes, écoles, dispensaires, etc.). Il arrive cependant que les autochtones ne partagent pas cet avis. En effet, la colonisation agricole promeut des systèmes de culture qui s'apparentent étrangement à des systèmes de valeurs. L'œuvre civilisatrice que s'assigne le centre

⁸ Pendant le troisième plan quinquennal (1979-1984).

⁹ 78 % des habitants du Lampung parlent une langue originaire des îles intérieures : javanais, sundanais, madurais ou balinais (recensement général de 1990).

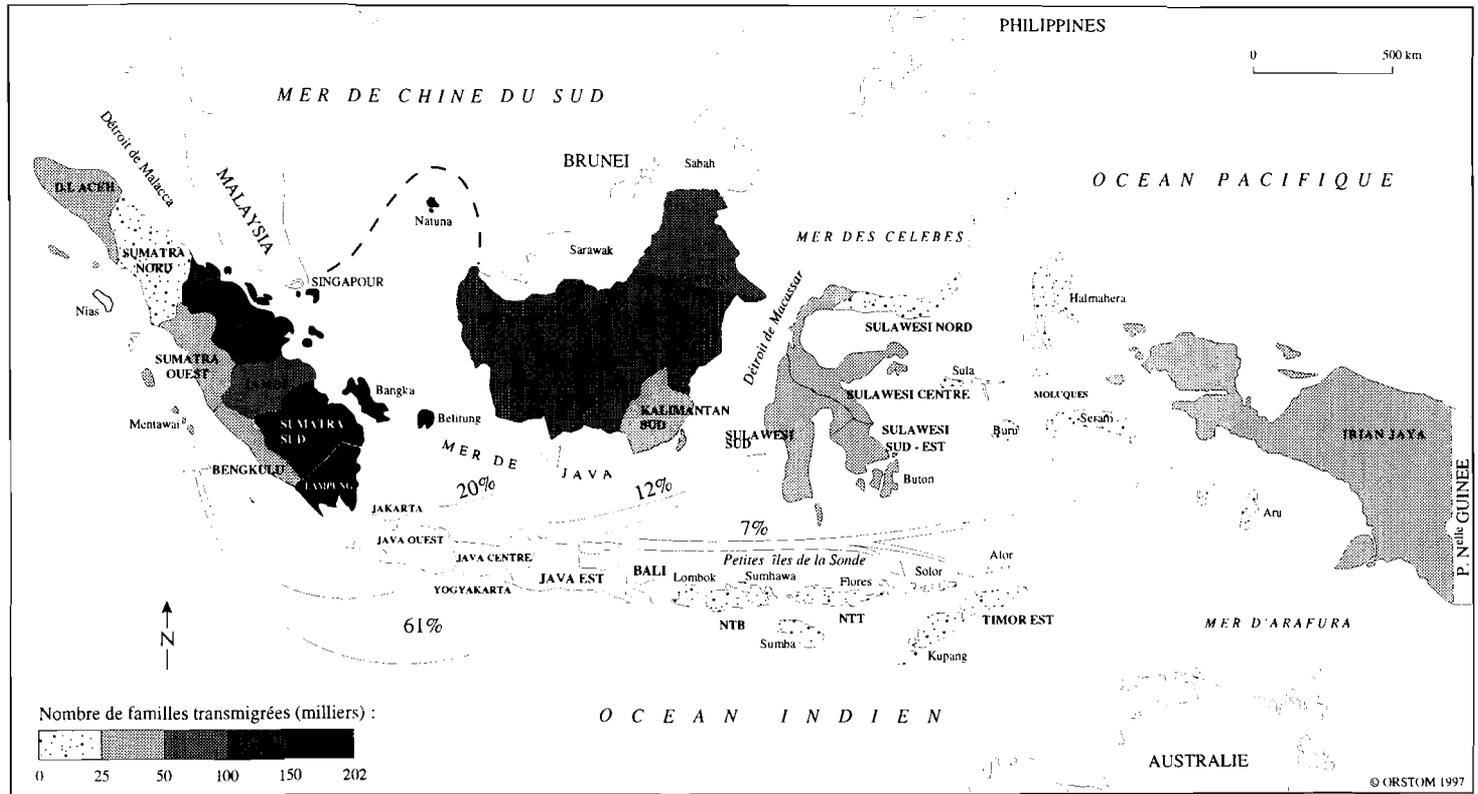


Figure 3
Transmigration en Indonésie de 1905 à 1994.

passé par la promotion des valeurs javanaises et par l'extension du modèle javanais aux îles périphériques de l'archipel.

Sukarno considérait la Transmigration comme « ... un véhicule pour la construction d'une nation par le biais de l'assimilation et de l'intégration ethnique » (Sukarno, 1964). Les objectifs de défense et de construction nationale sont régulièrement mis en avant par les militaires. Avec 78 % de sa population composée de migrants ou de descendants de migrants, le Lampung est définitivement intégré dans l'espace national indonésien. Toute velléité sécessionniste de la part des autochtones de la province serait irrémédiablement condamnée à l'échec.

Le bilan du programme est mitigé, ni réussite ni échec, il mérite autant les éloges que les critiques. Pourtant, la critique la plus souvent formulée à son encontre n'est pas justifiée : la Transmigration ne poursuit aucun objectif inavoué.

Transmigrants et centres de Transmigration

Quatre grands modèles

Le colonisateur néerlandais pensait tout d'abord qu'il suffisait de déplacer des riziculteurs javanais pour voir apparaître des rizières à Sumatra. Mais le « meilleur agriculteur au monde » s'avéra très décevant. Les premières familles déplacées se révélèrent incapables, non seulement de développer des rizières, mais aussi de se prendre en charge pendant plusieurs années. Les autorités durent assurer la distribution de vivres, de médicaments, d'outils agricoles, de plants et de semences, de matériel de construction... Pire, les autorités durent assurer directement l'organisation du travail et l'encadrement des centres, toutes choses impensables dans un village javanais « traditionnel ». Les difficultés rencontrées furent mises sur le compte de l'insuffisante sélection des hommes et des sites, ainsi que sur les défaillances de l'encadrement. Les solutions à tous ces problèmes furent rapidement découvertes. Elles passent par l'amélioration de la

sélection des migrants et des sites, la mise à disposition d'infrastructures de qualité et la mise en place d'un encadrement dense. Toutes ces solutions nécessitent plus de moyens financiers. Or le programme était déjà jugé trop coûteux. Plutôt que de remettre en cause les systèmes de culture retenus et d'opter pour des modes de mise en valeur plus adaptés aux conditions locales, l'essentiel des efforts visa à réduire le coût des infrastructures. En privilégiant toujours le nombre de familles déplacées sur la qualité des implantations, le programme se condamna lui-même aux semi-réussites et aux semi-échecs. Chronologiquement, quatre grands types de centres furent développés :

– **le modèle irrigué.** Après quelques tentatives malheureuses, les autorités coloniales aboutirent à la conclusion que la mise en place rapide d'un réseau d'irrigation était une condition *sine qua non* de la réussite d'une colonie. Force est de reconnaître que tous les centres bénéficiant de l'irrigation connurent un succès rapide et se transformèrent en véritables pôles d'attraction de la migration spontanée. Malheureusement, le coût de tels projets est toujours très élevé. Dans les zones dévolues à la colonisation agricole à Sumatra, la mise en place d'un réseau d'irrigation suppose la réalisation de barrages de grande taille sur des fleuves à fort débit et le creusement de canaux primaires de plusieurs dizaines de kilomètres de long. Malgré un succès assuré, le coût de l'opération est le plus souvent prohibitif ;

– **le modèle *pasang surut*.** Découverts au début des années 1970, les projets *pasang surut* furent longtemps considérés comme les nouveaux greniers à riz de l'Indonésie. *Pasang surut*, littéralement flot-jusant, signifie que l'irrigation et le drainage sont assurés par un unique réseau de canaux ¹⁰ grâce au jeu de battement de la marée. Développés dans de vastes zones très peu peuplées, ces projets présentent de multiples intérêts. Le regroupement d'un grand nombre d'unités de Transmigration ¹¹ au sein d'un même site permet d'effectuer des économies d'échelle, certaines infrastructures étant communes à plusieurs unités. Le faible peuplement des zones côtières de Sumatra et de Kalimantan évitent les conflits fonciers avec les populations locales. Enfin, le même réseau de canaux assurant l'irrigation, le drainage et

¹⁰ Les canaux servent également de voies de communication.

¹¹ Une unité compte 500 familles en moyenne. Un site peut regrouper 5 à 20 unités.

le transport, ce type de projet permet de faire l'économie d'une partie des infrastructures. Malheureusement, les concepteurs du modèle avaient largement sous-estimé les coûts d'entretien du réseau... qui se révélèrent prohibitifs. La subsidence irrégulière de la tourbe se traduit par des ruptures au sein des canaux et par le dysfonctionnement des ouvrages d'art. Les remontées salines et les problèmes de sulfates acides maintinrent les rendements à des niveaux très faibles. Les nouveaux greniers à riz ne tinrent pas leurs promesses ;

– **le modèle en culture pluviale.** Suite à l'échec des projets *pasang surut*, le ministère de la Transmigration fit porter l'essentiel de ses efforts sur les projets vivriers en culture pluviale. L'avantage de ce modèle provient de son coût très compétitif, la seule infrastructure coûteuse se résumant à une simple piste d'accès. Les difficultés autrefois rencontrées dans ce type de projet par le colonisateur néerlandais allaient être résolus grâce aux acquis récents de la Révolution verte : semences sélectionnées, engrais, pesticides... Malheureusement, le coût des intrants se révéla prohibitif en regard des rendements obtenus sur les sols de fertilité médiocre de Kalimantan et de Sumatra, et surtout des risques encourus¹² dans les zones de colonisation récente. Bien que moins coûteux, les projets vivriers en culture pluviale se révélèrent aussi décevants que les projets *pasang surut* ;

– **les plantations industrielles.** Depuis 1983, les projets de plantations industrielles d'hévéa et de palmier à huile connaissent un boum sans précédent. Le système *Nucleus Estate and Smallholder* associe un « noyau » de plantation industrielle à un « plasma » de petits planteurs transmigrants. Fortement impliqué, le secteur privé des plantations supporte – plus exactement avance – l'essentiel des charges de développement des centres (défrichage, plantation, entretien, construction des logements, encadrement, formation). En contrepartie, l'administration facilite l'obtention de baux emphytéotiques, recrute et transporte les migrants jusque sur le site de la plantation. Les migrants s'engagent par contrat à livrer l'ensemble de leur récolte à la société de plantation, ce qui lui permet de récupérer le montant du crédit sur la vente du produit. Malgré un succès économique indéniable, le modèle NES se traduit également par une prolétarianisation croissante des transmigrants (Levang, 1997).

¹² Toutes les zones de colonisation récente sont rapidement le siège d'infestations parasitaires (insectes, rongeurs, singes, sangliers voire éléphants).

La perpétuelle recherche du « bon » transmigrant

Dès 1937, la « Commission centrale pour la migration et la colonisation indigène » promulgua les dix commandements pour la sélection des colons : privilégier les vrais agriculteurs (1) jeunes (2) et forts (3), les familles (4) sans trop d'enfants en bas âge (5), éviter les ouvriers des plantations (6), n'accepter ni les mariages de circonstance (7) ni les femmes enceintes (8) ni les célibataires (9) ; si un village accepte de migrer dans sa totalité (10), toutes les règles précédentes peuvent être ignorées.

Édicter ces règles avait pour objectif d'éviter le recrutement des indésirables : paresseux, poids morts, fâcheux, mécontents chroniques, fauteurs de troubles... véritable cauchemar des administrateurs des colonies. Pourtant, malgré la définition de règles précises et la mise en place d'un processus de sélection rigoureux, la Transmigration n'est jamais parvenue à recruter ce « bon » transmigrant qui lui fait tant défaut.

L'immense majorité, pour ne pas dire la presque totalité, des transmigrants sont volontaires. Issus des zones les plus peuplées et les plus pauvres de Java, Bali, Madura ou Lombok, la Transmigration leur propose d'accéder à la propriété d'au moins deux hectares¹³ de terre dans les îles périphériques. Ils accèdent ainsi à la propriété du principal facteur de production qui leur fait défaut, mais aussi au statut social envié de propriétaire foncier. En plus de la terre, le transmigrant reçoit une maison, une aide alimentaire complète de un à un an et demi pour toute sa famille, des moyens de production (semences, plants, engrais, pesticides, outils agricoles, ustensiles de cuisine...), bénéficie d'un encadrement technique et moral, de la gratuité des soins et de la scolarité, d'une exemption d'impôt pendant une période de cinq ans. Étant donné l'ampleur du « cadeau » dont bénéficient les migrants, les candidats ne manquent pas et la coercition n'est pas de mise pour remplir les contingents de transmigrants.

¹³ La superficie agricole moyenne en propriété à Java s'élève à 0,5 ha par famille.

■ Migrants forcés ou migrants par force ?

De rares cas de transmigrants forcés

Bien que le volontariat soit de règle, quelques exceptions existent. Elles se répartissent pour l'essentiel en trois grandes catégories : les cas sociaux, les victimes de catastrophes naturelles et les expropriés.

Les cas sociaux ne représentent qu'une infime minorité des migrants. Recrutés par le ministère des Affaires sociales (Depsos), ils s'agit le plus souvent de mendiants, de vagabonds ou de prostituées raffles dans les villes. Vieux réflexe de royaume agraire, quitter la ville corruptrice pour partir en Transmigration est considéré – par les autorités – comme une véritable rédemption par le biais du retour à la nature et aux vraies valeurs paysannes. Beaucoup de persuasion et un peu de coercition suffisent le plus souvent à décider les cas sociaux à partir en Transmigration. Les protégés du Depsos sont la hantise des chefs de centres car avant même la fin de l'aide alimentaire, la grande majorité d'entre eux a déserté¹⁴.

Les victimes de catastrophes naturelles : inondations, tremblements de terre et éruptions volcaniques frappent régulièrement l'archipel. Les victimes ayant souvent tout perdu dans la catastrophe, il arrive que les autorités insistent pour qu'elles acceptent une indemnisation sous la forme d'un départ en Transmigration. Un malheur n'arrive jamais seul. Les personnes concernées peuvent refuser l'offre du gouvernement, mais elles ne sont alors plus en droit de réclamer d'autres aides. Les autorités estiment avoir fait leur devoir.

Les expropriés : étant donné la forte densité de population dans les îles intérieures, la mise en œuvre de projets d'intérêt national nécessite souvent l'expropriation et l'indemnisation d'un grand nombre de paysans. La notion d'intérêt national s'applique à des projets aussi divers que la mise en eau de barrages hydroélectriques, l'extension

¹⁴ S'il est toujours possible de contraindre quelqu'un au départ, la Transmigration n'a jamais été en mesure (et n'a jamais essayé) d'empêcher un colon d'abandonner un centre.

de camps militaires ou la construction de terrains de golf. En guise d'indemnisation pour le lopin de terre perdu, les autorités proposent deux hectares en Transmigration. De même, dans le cadre des projets de reboisement, de la protection des parcs naturels et des bassins versants, l'expulsion des « squatters » est adoucie par la proposition d'un départ en Transmigration.

Deux exemples de migrants forcés

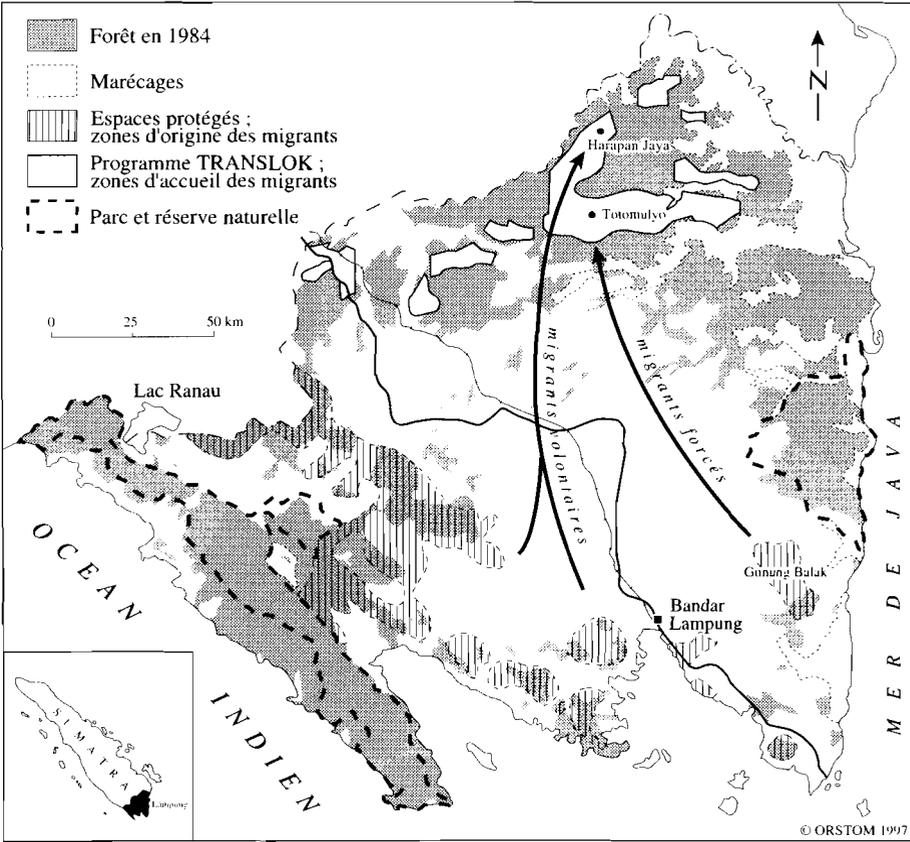
Les expropriés du barrage de Wuriantoro : vers la fin des années 1970, la mise en eau du barrage hydroélectrique de Wuriantoro dans la région de Wonogiri devait entraîner l'inondation de plusieurs villages. Les habitants concernés furent invités à rejoindre la Transmigration. Mais tous n'ont pas répondu présent à l'appel. Malgré les efforts répétés de l'administration et les conditions particulièrement avantageuses offertes aux volontaires, un grand nombre de villageois refusèrent de rejoindre la Transmigration. Les raisons de ce refus, à la fois économiques et socioculturelles, sont riches en enseignements (Gondowarsito, 1990 : 57-62). Tous les paysans possédant plus de 25 ares de rizière décidèrent de rester. Les indemnisations furent utilisées pour racheter des rizières de taille inférieure dans le voisinage. L'augmentation du prix de la terre eut pour effet d'accroître le prestige lié à la propriété foncière. Aucun fonctionnaire ne voulut prendre le risque de perdre son emploi et sa position. Tous ceux bénéficiant d'un revenu régulier, même faible, préférèrent rester. Les ménages ayant des enfants scolarisés dans le secondaire ou de proches parents en zone urbaine firent le même choix.

Pour les personnes âgées, les facteurs socioculturels – la peur de l'inconnu, la crainte de ne plus bénéficier de la bénédiction des ancêtres, le souhait d'être enterré auprès de leurs parents – furent déterminants. À leur tour, les femmes âgées exercèrent de fortes pressions sur leurs filles et empêchèrent plus d'un jeune ménage de rejoindre la Transmigration. Une croyance communément répandue à Java prédit les pires malheurs à celui qui quitterait la maison sans la bénédiction de ses parents. Malgré la volonté exprimée par le jeune chef de ménage, la décision finale appartenait le plus souvent à sa belle-mère. Dans la région de Wonogiri, la tradition d'uxorilocalité renforce encore le phénomène. Le jeune couple se retrouve sous la

dépendance économique des beaux-parents. Considérés comme des aides familiaux, les gendres ne supportent leur condition que dans l'espoir d'hériter d'une parcelle de rizière. La Transmigration leur permet de s'affranchir de cette dépendance. Dans le cas présent, l'appellation transmigrant « par force » conviendrait mieux que transmigrant forcé.

Les « squatters » de Gunung Balak : situé dans l'est de la province du Lampung (figure 4), le massif basaltique de Gunung Balak connaît une histoire mouvementée. Encore forestier au début des années 1960, le massif fut défriché par des groupes d'action paysans contrôlés par le PKI (Parti communiste indonésien) en 1962-63. Véritable îlot de fertilité au sein de la province, Gunung Balak attira plusieurs milliers de colons. Pendant les troubles de 1965-1967, de nombreuses parcelles changèrent de main suite à l'éradication du péril communiste. Jusqu'au début des années 1980, Gunung Balak allait s'affirmer comme la principale zone de production de soja et de clous de girofle de la Province. En 1982-83, les habitants de la région apprirent par la télévision que le massif « forestier » de Gunung Balak allait être reboisé, protection de bassin versant oblige. Ils apprirent également que les terres, qu'ils avaient défrichées ou achetées et pour lesquelles ils payaient des taxes foncières depuis vingt ans, ne leur appartenaient pas. Ils n'étaient que des squatters sur terres forestières. Mais dans sa grande bonté, l'administration accepta de les indemniser en leur accordant deux hectares de terres dans les projets de Translok¹⁵ dans le nord du Lampung. Suite à quelques troubles sporadiques, l'armée intervint et plus de 10 000 familles acceptèrent de rejoindre le nord de la province. Devant la quasi-absence de cas de refus de migrer... il convient ici de parler de migration forcée.

¹⁵ Transmigration locale. Nom des projets réservés aux squatters forestiers originaires de la province et déplacés dans cette même province.



Source : Pain (1989)

■ Figure 4
Migrants forcés et volontaires du programme Translok.

■ Migrants forcés et volontaires : les plus performants ne sont pas ceux que l'on croit

Les critères de sélection des transmigrants ne s'appliquent pas aux migrants plus ou moins contraints que nous venons de présenter. *A priori*, l'absence de sélection devrait donc se traduire par une péjoration du recrutement. Or, il n'en est rien, bien au contraire. Les responsables de centres sont unanimes, les migrants forcés (Depsos mis à part) font les meilleurs transmigrants. Ce sont de vrais agriculteurs et non des ouvriers agricoles, ils ont un meilleur niveau d'éducation et un meilleur niveau technique, plus d'esprit d'entreprise et d'initiative. Le paradoxe mérite qu'on y regarde de plus près. Pour ce faire, intéressons-nous à deux villages de Translok dans le nord du Lampung : Harapan Jaya et Totomulyo. Le premier se compose uniquement de migrants volontaires originaires du sud de la Province. Le deuxième est constitué de soi-disant squatters originaires de Gunung Balak.

Supériorité des migrants forcés sur les migrants volontaires

Les environnements physiques des deux villages sont remarquablement semblables. La topographie est peu accentuée, les faibles ondulations ne suffisant pas à briser la monotonie du paysage. Seuls quelques lambeaux de forêts secondaires subsistent au sein d'une vaste savane à *Imperata cylindrica* parsemée de villages de Transmigration. Les sols, générés à partir de tufs acides, présentent des caractéristiques chimiques peu favorables à la plupart des cultures vivrières (forte acidité, faible capacité d'échange, désaturation, faibles réserves en cations).

Le milieu humain, du moins *a priori*, présente les mêmes similitudes. Les populations, à dominante javanaise, se composent pour l'essentiel de migrants de deuxième génération. L'âge et le niveau d'éducation moyens du chef de famille et la taille moyenne de la famille sont

légèrement supérieurs à Harapan Jaya comparés à Totomulyo. Par contre, les deux villages se distinguent nettement par l'activité agricole et le niveau de revenu (tableau 1).

	Harapan Jaya (migrants volontaires)	Totomulyo (migrants forcés)
Âge du chef de famille	39,5	38,6
Education (années de scolarité)	4,4	4,1
Taille de la famille (personnes)	5,0	4,7
Surfaces cultivées (ares)		
première saison	102	117
deuxième saison	61	109
troisième saison	20	86
Revenu total agricole (x 1000 Rp)	213	768
auto-consommation	77	59
cultures de rapport	107	680
élevage	29	29
Revenu non agricole (x 1000 Rp)	205	239
Revenu total annuel (x 1000 Rp)	418	1 007

■ Tableau 1
Les différences d'un même programme.

Les deux communautés pratiquent des systèmes de culture totalement différents. Les migrants de Harapan Jaya privilégient les cultures vivrières d'autosubsistance alors que les migrants de Totomulyo optent pour la monoculture du soja (associé au maïs) destiné à la vente. Les premiers font porter l'essentiel de leurs efforts sur la première saison de culture (riz pluvial associé à du maïs) alors que les seconds obtiennent trois récoltes de soja par an. Au niveau des résultats économiques, la supériorité des migrants forcés sur les migrants volontaires est indéniable : 1 007 000 roupies de revenu annuel moyen contre 418 000. À Totomulyo, les revenus sont plus élevés, à dominante agricole, et la dispersion entre familles est faible. À Harapan Jaya, les revenus, autant agricoles que non agricoles, sont plus faibles et plus hétérogènes entre familles (figure 5).

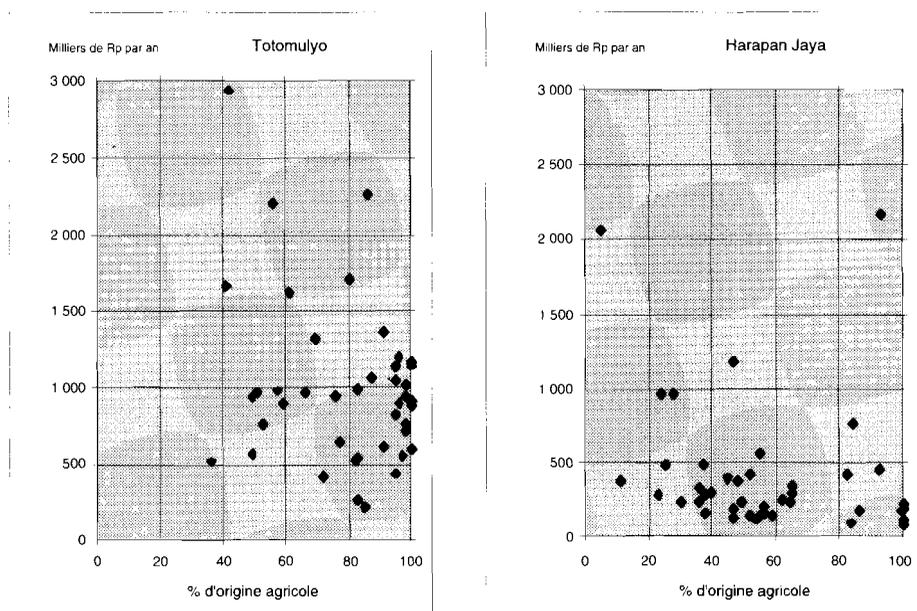


Figure 5
Revenus annuels des familles de Totomulyo et Harapan Jaya.

Pour le personnel d'encadrement des centres, il ne fait aucun doute que les migrants forcés de Gunung Balak sont de « vrais » agriculteurs, alors que les volontaires de Harapan Jaya ne sont au mieux que d'anciens ouvriers agricoles. Le niveau technique¹⁶, nettement supérieur à la moyenne, des colons de Gunung Balak confirmerait cette assertion. Mais à y regarder de plus près, il apparaît nettement que ce savoir-faire est d'acquisition très récente. En effet, en raison de la fertilité chimique exceptionnelle des sols de leur région d'origine, aucun des migrants de Gunung Balak ne pratiquait la fumure minérale. Tous par contre pratiquaient la monoculture de soja et achetaient leur riz. Le souhait de transposer leur système de culture dans les conditions environnementales du nord du Lampung les obligea à adopter de nouvelles techniques.

¹⁶ Pratique de la traction attelée, de la fertilisation chimique et des traitements phytosanitaires.

Si les techniques en tant que telles n'ont rien de révolutionnaires, par contre, la vitesse à laquelle elles furent adoptées ne laisse pas de surprendre. En effet, depuis la fin des années 1970, les pouvoirs publics et les Instituts de recherche essayent désespérément d'inciter les colons à adopter les techniques de production « modernes »¹⁷ dans le cadre des projets en culture pluviale. La pertinence technique des systèmes de culture proposés par les agronomes n'est pas en cause. Les obstacles à leur adoption sont avant tout de nature socioéconomique. Ainsi, l'un des systèmes de culture testés en 1976 par le Central Research Institute for Agriculture de Bogor ressemble trait pour trait à celui pratiqué par les colons de Gunung Balak. C'est pourtant celui qui avait remporté le moins de succès auprès des transmigriers. Ne comportant pas de riz dans la rotation, les migrants n'étaient pas en mesure d'assurer leur autosubsistance alimentaire (CRISA, 1978).

Le transmigré moyen, socialement isolé dans un environnement inconnu, répugne profondément à prendre des risques financiers importants. Il cherche avant tout à assurer sa subsistance, ce qui l'amène à privilégier la culture du riz pluvial. La faiblesse des rendements, la difficulté à contrôler les adventices, etc., le laissent, année après année, dans une situation déficitaire. Contraint de recourir, de plus en plus fréquemment, au travail extérieur pour assurer la survie des siens, il finit par renoncer définitivement à l'activité agricole.

Au contraire, le colon de Gunung Balak fait partie intégrante d'un réseau d'entraide actif. Conséquence inattendue de l'expropriation, riches et pauvres, jeunes et vieux se retrouvent à égalité, unis dans le malheur. Les valeurs traditionnelles javanaises, comme l'entraide communautaire, retrouvent toute leur force. Dès lors, les risques ne sont plus pris individuellement, mais partagés par l'ensemble de la communauté. En voulant reproduire dans leur nouvel environnement un modèle ayant déjà fait ses preuves ailleurs, les migrants n'ont d'autre choix que de recourir à une forte augmentation des consommations intermédiaires (semences sélectionnées, engrais chimiques, pesticides).

¹⁷ Par technique « moderne » il convient d'entendre agriculture intensive à fortes doses d'intrants pour contrebalancer la fertilité chimique médiocre des sols habituellement dévolus à la Transmigration.

Peut-on organiser la migration volontaire de communautés paysannes ?

La comparaison de migrants forcés et de migrants volontaires dans le nord du Lampung montre que le niveau d'éducation, le niveau technique, la disponibilité de capitaux ne jouent de rôle que sur le plan individuel. Sur le plan collectif, les migrants volontaires forment une société d'assistés (absence d'initiative individuelle, dépendance de l'encadrement, absence d'entraide), alors que les migrants forcés, dans le cas analysé, font preuve d'initiative individuelle et collective (réseau d'interconnaissance, entraide, cohésion sociale).

Les liens familiaux ne sont pas seuls en cause. Le village javanais est bien plus qu'une unité de résidence. Une très forte solidarité lie les membres d'un même hameau ou quartier. Il est de coutume de s'entraider en cas de difficulté. Les occasions ne manquent d'ailleurs pas de prouver sa sollicitude. Maladie, décès, mariage, septième mois de grossesse, naissance, changement de nom, circoncision sont prétextes à fêtes et à quêtes. La sécurité de chacun est l'affaire de tous. Un voleur serait mal avisé de compter sur l'indifférence des voisins. L'éducation des enfants est assurée par l'ensemble de la communauté. Expliquer à un paysan javanais à quoi sert un orphelinat engendre la perplexité ; une maison de retraite, la consternation.

La solidarité villageoise tient lieu d'assurance sociale et de sécurité civile. S'y soustraire, pour invraisemblable que cela paraisse, supposerait se mettre en marge de la société. En l'absence de services de santé, de police et de sapeurs-pompiers, l'opération serait particulièrement risquée. « Tous les habitants sont pris dans un réseau de dettes de reconnaissance (*hutang budi*) » (Lombard, 1990 : III-82). Dans ces conditions, la faible mobilité individuelle des Javanais et des Balinais s'explique aisément. Seul un groupe d'individus interdépendants est en mesure de fonder un village en terre étrangère et de recréer l'harmonie indispensable à sa survie. Une telle colonie, issue d'un réseau, participe à l'extension du réseau. Après plusieurs générations, à des centaines de kilomètres de distance, les liens avec le village-mère restent vivaces. Dans les centres de Transmigration, l'État regroupe, au hasard, des familles recrutées dans plusieurs provinces. En attendant que s'établisse un nouveau réseau de dettes de reconnaissance, la solidarité doit être assurée par l'administration.



La comparaison entre migrants volontaires et forcés dans le nord du Lampung met le doigt sur l'une des difficultés majeures de la Transmigration : la sélection des colons. La Commission centrale pour la migration et la colonisation indigènes signalait déjà que 30 % des colons de 1938 et 1939 étaient de « mauvaise qualité » et n'auraient pas dû être recrutés si les critères de sélection avaient été respectés (Pelzer, 1945 : 251). Les chefs de village, s'ils respectaient ces critères, ne pouvaient plus remplir les quotas fixés par l'administration. Par ailleurs, plutôt que de se priver de leurs meilleurs éléments, ils préféraient profiter de l'occasion pour se débarrasser des fauteurs de troubles.

De la *Kolonisatie* à la *Transmigrasi*, les problèmes sont restés les mêmes. Aujourd'hui encore, tous les chefs de centres signalent qu'un grand nombre de migrants ne répondent pas aux critères de sélection. Et l'administration de peaufiner de nouveaux critères de sélection... En fait, rien ne sert de renforcer la sélection si les « bons » candidats font défaut. Or, c'est bien ce dont il s'agit. Le portrait-robot du transmigrant dont rêve l'administration correspond trait pour trait au portrait de ce paysan javanais ou balinais si difficile à trouver : cet agriculteur émérite, petit propriétaire ou métayer d'une rizière de 50 à 100 ares, qui n'a aucune raison de rejoindre la Transmigration. À l'inverse, le transmigrant peu entreprenant et sans expérience agricole que les pouvoirs publics veulent tant éviter de recruter correspond en tout point au candidat potentiel à la Transmigration : le paysan sans terre. Pour lui, la Transmigration représente le moyen d'accéder à la propriété foncière et à un statut social supérieur.

La Transmigration est une politique agraire qui poursuit à la fois des objectifs sociaux et de développement. C'est bien là que repose son problème principal. En voulant venir en aide « aux plus pauvres des pauvres », elle ne s'adresse pas aux candidats les mieux à même d'assurer la réussite économique du programme.

Bibliographie

- Central Research Institute for Agriculture, 1978 —
The final result on cropping systems research in Transmigration areas of Southern-Sumatera. Central Research Institute for Agriculture – Directorate General of Transmigration, Bogor, 114 p.
- Gondowarsito (R.), 1990 —
 Transmigrasi bedol desa. Inter-island village resettlement from Wonogiri to Bengkulu. *Bulletin of Indonesian Economic Studies*, 26 (1) : 48-68.
- Hardjono (J.), 1977 —
Transmigration in Indonesia. Kuala Lumpur, Oxford University Press, 116 p.
- Heijting (H.G.), 1938 —
 De les van wortelvast Gedongtatakan (Javanen-kolonisatie). *De Indische Gids*, 60 : 1106-1117.
- L'Hermitte (I.), 1992 —
Migration interne et intégration du territoire national. Le cas de la Transmigration en Indonésie. Mémoire de DEA, Paris-Dauphine, 82 p.
- Levang (P.), Sevin (O.), 1989 —
 80 ans de Transmigration en Indonésie (1905-1985). *Annales de géographie*, 549 : 538-566.
- Levang (P.), 1997 —
La terre d'en face. La transmigration en Indonésie. Orstom, collection À travers champs, 419 p.
- Lombard (D.), 1990 —
Le carrefour javanais : essai d'histoire globale. (III) L'héritage des royaumes concentriques. Paris, École des hautes études en sciences sociales, 337 p.
- Pain (M.), Mufti (M.), Daswati (S.), Marlina (N.), 1989 —
Peuplement et développement régional en Indonésie. Settlement and regional development in Indonesia. Propinsi Lampung, Sumatera. Jakarta, Orstom-Departement Transmigrasi, 170 p.
- Pelzer (K.J.), 1945 —
Pioneer settlement in the Asiatic tropics. New-York, American Geographical Society, 290 p.
- Sukarno, 1964 —
Transmigration as a matter of life and death for nation building. Department of Information, Jakarta.